ASSEMBLÉE NATIONALE

4 octobre 2013

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2014 - (N° 1395)

Retiré

AMENDEMENT

N° I-CF389

présenté par

M. de Courson, M. Jégo, M. Jean-Christophe Lagarde et M. Philippe Vigier

ARTICLE 18

I. À l'alinéa 15, substituer au chiffre « 1,65 % » le chiffre « 6 % ».

II. L'alinéa 16 est ainsi rédigé : « 4% au titre de la vingt-deuxième année de détention »

III. L'alinéa 17 est supprimé.

IV. « La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

V. « La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à introduire plus de cohérence dans le régime d'imposition des plus-values immobilières.

En effet, pour les cessions d'immeubles autres que les terrains à bâtir, alors que l'exonération de la plus-value immobilière est acquise au terme de 22 années de détention à l'impôt sur le revenu, cette durée reste de 30 années pour les prélèvements sociaux.

Nous proposons donc d'harmoniser cette mesure, afin que l'exonération de la plus-value immobilière soit acquise au terme de 22 années de détention, tant pour l'impôt sur le revenu que pour les prélèvements sociaux.